

## **Séance ordinaire du mardi 17 décembre 2024**

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le dix sept décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

### **Ville fraternelle et solidaire**

#### **Présents :**

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Annie YAGUE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN.

#### **Absents / Excusés :**

Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Flora LABOURIER, Joëlle URBANI

## **Accès au logement des personnes réfugiées hébergées - Contingent de logements réservés - Résidence Les Fauvettes, Montpellier - Convention 2025-2026 entre la Ville de Montpellier, le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier et l'État - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier assure depuis décembre 2022 la gestion de la résidence Les Fauvettes rue Bonnard à Montpellier, où sont hébergés et accompagnés des jeunes hommes réfugiés isolés, âgés entre 18 et 30 ans, bénéficiaires de la protection internationale.

La résidence se compose de 19 chambres dont 2 doubles, pour une capacité totale de 21 places. Les personnes accueillies sont orientées par le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO) et participent directement aux frais d'hébergement. Ils sont hébergés pour une durée de 6 mois, renouvelable une fois.

Les personnes hébergées bénéficient d'un accompagnement individuel par un travailleur social et d'actions collectives autour du numérique, de l'emploi et de l'alphabétisation proposées par les équipes pluridisciplinaires du Centre d'Expérimentations et d'Innovation Sociale (CEIS). L'accompagnement proposé vise un objectif : trouver un logement en s'appuyant sur l'emploi comme levier d'action, tout en mobilisant les outils numériques et l'apprentissage de la langue française pour y parvenir.

Les solutions de relogement au terme du délai d'hébergement prévu se réalisent dans le parc privé et public. Soucieux de favoriser l'intégration des réfugiés et de les accompagner dans leur parcours de vie, la Ville de Montpellier et son CCAS, d'une part, et la Préfecture de l'Hérault, d'autre part, souhaitent s'engager mutuellement à accompagner et à réserver cinq logements par an de leur contingent respectif à des réfugiés sortant de la résidence Les Fauvettes et labellisés par le SIAO.

Pour formaliser cet engagement, il est proposé de conclure une convention partenariale afin d'acter ces objectifs annuels de relogement pour l'année 2025 et 2026 sur les contingents de la Ville de Montpellier et de la Préfecture de l'Hérault et de définir l'organisation pour les atteindre.

Les relogements effectués seront considérés au titre de la priorité 2 du Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées (personnes en capacité d'accéder à un logement autonome sortant de dispositifs d'AHJ).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention partenariale 2025-2026 pour le relogement des réfugiés hébergés à la résidence Les Fauvettes de Montpellier entre la Ville de Montpellier, le Centre Communal d'Action Sociale et l'Etat ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 décembre 2024**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 27 décembre 2024**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet-convention-Fauvettes (003)

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20241217-284940-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 26/12/24  
Réception en Préfecture : 26/12/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **Convention partenariale pour le relogement des réfugiés hébergés à la résidence Les Fauvettes de Montpellier**

**2025-2026**

Entre

L'État, représenté par Monsieur le Préfet de l'Hérault, Monsieur François-Xavier LAUCH, ci-après désigné sous le terme « l'État », de première part,

La Ville de Montpellier, représentée par son Maire, Monsieur Michaël DELAFOSSE, ci-après désignée sous le terme « la Ville », de deuxième part,

Le Centre communal d'action sociale de Montpellier, représenté par son président, Monsieur Michaël DELAFOSSE, ci-après désigné sous le terme « le CCAS », de troisième part

Visas

Vu l'arrêté n° 24-XVIII-266 du 10 juin 2024 pris par le préfet de l'Hérault et le président du Conseil départemental de l'Hérault portant sur l'approbation du 7ème plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) et sur la désignation des membres du comité responsable du plan pour la période 2024-2029,

Vu la convention intercommunale d'attribution signée le 4 décembre 2020, pour une période de six ans, par le préfet de l'Hérault, Montpellier Méditerranée Métropole, les communes-membres de la Métropole, dont la Ville de Montpellier, et les bailleurs de logements sociaux et titulaires de droits de réservation intervenant sur le territoire de la Métropole,

Vu la convention conclue entre le CCAS de Montpellier et ACM du 18 septembre 2023,

Vu la délibération du conseil municipal de Montpellier n° V2024-185, du 11 juillet 2024, relative au bilan du contrat territorial d'accueil et d'intégration 2023 et à son renouvellement pour l'exercice 2024,

Vu le contrat territorial d'accueil et d'intégration (CTAI) des étrangers primo-arrivants, dont les bénéficiaires d'une protection internationale (BPI) et d'une protection temporaire (BPT) au titre de l'année 2024, signé le 27 juin 2024,

Vu la délibération du conseil municipal de Montpellier n° , du 17 décembre 2024,

### **PRÉAMBULE**

Dans le cadre du contrat territorial d'accueil et d'intégration des étrangers primo-arrivants pour l'année 2024, la commune de Montpellier et l'État se sont engagés à renforcer les moyens en faveur de l'insertion professionnelle et sociale des personnes réfugiées bénéficiaires de la protection internationale. En particulier, le CCAS, au travers de son Centre d'expérimentation et d'innovation sociale (CEIS), permet aux personnes réfugiées d'être orientées et guidées depuis une ressource centrale vers les différentes solutions de droit commun.

Parmi ces actions, le CCAS assure l'accompagnement des occupants des 21 places de la résidence « Les Fauvettes », située rue Bonnard à Montpellier et qui accueille des hommes entre 18 et 30 ans bénéficiaires de la protection internationale isolés. L'accompagnement vise à permettre à ces réfugiés d'obtenir un emploi et de disposer d'une solution de logement, y compris dans le parc locatif social.

L'État et la Ville disposent tous deux de droits de réservation de logements sociaux appartenant ou gérés par des bailleurs de logements sociaux, qui leur permettent de désigner des candidats sur un volume de logements fixé dans le cadre des conventions de gestion en flux conclues avec ces bailleurs. Les dossiers des candidats sont ensuite étudiés par les commissions d'attribution de logement de chaque bailleur, seules souveraines pour décider de l'attribution des logements sociaux.

Le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) de l'Hérault 2024-2029 définit, dans le respect des critères de l'article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation, les catégories de publics prioritaires pour l'attribution des logements sociaux dans le département de l'Hérault.

La deuxième catégorie de publics prioritaires correspond aux personnes en capacité d'accéder à un logement autonome sortant de dispositifs d'accueil, hébergement et insertion (AHI), et notamment de « dispositifs réfugiés accompagnés ». C'est le SIAO qui assure la labellisation de ces publics, sur la base de dossiers préparés par les travailleurs sociaux référents, et qui mentionne cette labellisation dans l'outil SYPLO, accessible aux bailleurs sociaux, en vue de propositions de relogement.

Les relogements de cette catégorie de public prioritaire peuvent être réalisés par un réservataire (État, collectivités, etc.), par Action Logement ou par un bailleur social. Ils sont pris en compte pour la réalisation des objectifs légaux d'attribution de logements sociaux aux publics prioritaires, fixés à 100 % de ses réservations hors fonctionnaires pour l'État et à 25 % de leurs contingents pour les autres réservataires et les bailleurs.

Dans le cadre de la convention intercommunale d'attribution de Montpellier Méditerranée Métropole, les bailleurs de logements sociaux et les réservataires, dont en particulier la Ville et l'État, se sont engagés à accueillir des ménages reconnus prioritaires au titre du PDALHPD, de manière équilibrée et en respectant la hiérarchie prévue par le PDALHPD.

Les réfugiés hébergés dans la résidence « Les Fauvettes » pourraient donc, s'ils remplissent les autres conditions pour l'obtention d'un logement social, être reconnus prioritaires pour l'attribution de logements sociaux.

Soucieux de favoriser l'intégration des réfugiés et de les accompagner dans leur parcours de vie, la Ville de Montpellier et son CCAS, d'une part, et la préfecture de l'Hérault, d'autre part, souhaitent s'engager mutuellement à accompagner et à réserver, tous les ans, cinq logements de leur contingent respectif à des réfugiés sortant de la résidence Les Fauvettes et labellisés par le SIAO.

La présente convention a donc pour objet d'acter ces objectifs annuels de relogement sur les contingents de la Ville et de la Préfecture de l'Hérault et de définir l'organisation pour les atteindre.

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention vise à formaliser les engagements pris par les parties pour assurer le relogement effectif dans le parc locatif social des réfugiés isolés sortant de la résidence Les Fauvettes lorsqu'ils ont été reconnus prioritaires pour l'attribution d'un logement social au titre de la priorité 2 du PDALHPD.

Ces engagements concernent les dispositions prises pour assurer le relogement (article 2) et l'objectif quantitatif de relogement à atteindre sur la durée de la convention (article 3).

## **ARTICLE 2 : MODALITÉS / DISPOSITIONS À PRENDRE EN VUE DU RELOGEMENT**

Les parties s'accordent pour mettre en œuvre l'organisation suivante :

- les travailleurs sociaux du CCAS accompagnent les réfugiés hébergés dans la résidence « Les Fauvettes », présentant les garanties d'autonomie suffisantes, dans la préparation et l'enregistrement de leur demande de logement social. Ils prennent en charge la constitution du dossier à adresser au SIAO pour obtenir leur labellisation au titre de la priorité 2 du PDALHPD ;
- les travailleurs sociaux du CCAS sensibilisent les réfugiés hébergés dans la résidence « Les Fauvettes », lors de l'enregistrement de leur demande de logement social et de la constitution de leur dossier de demande de labellisation, sur les conséquences potentielles des refus d'une proposition de logement correspondant à leurs besoins et à leurs moyens. Ils leur recommandent également de signaler tout changement de situation au cours de la vie de leur demande de logement social ;
- une fois obtenue la labellisation, l'État et la Ville proposent en CALEOL, sur leurs contingents respectifs, l'attribution des logements à des réfugiés hébergés dans la résidence « Les Fauvettes » ayant obtenu la labellisation, en tenant compte des besoins et des possibilités financières des réfugiés concernés et des autres objectifs d'attribution prévus par la convention intercommunale d'attributions ;
- l'État et la Ville renouvelleront les propositions en CALEOL jusqu'à ce que les objectifs quantitatifs de relogement mentionnés à l'article 3 soient atteints.

Les relogements effectués seront comptabilisés au titre de la priorité 2 du PDALHPD (personnes en capacité d'accéder à un logement autonome sortant de dispositifs d'AHI).

## **ARTICLE 3 : OBJECTIF QUANTITATIF DE RELOGEMENT**

L'objectif à atteindre par l'État et par la Ville est de cinq relogements par an en moyenne chacun, soit dix relogements en moyenne par an au total.

L'atteinte de cet objectif est à apprécier sur l'ensemble de la durée de la convention.

À noter qu'en cas de refus non justifié ou non légitime d'un demandeur (c'est-à-dire en cas de refus par le demandeur d'une proposition de logement correspondant à ses besoins et à ses moyens), la proposition sera décomptée lors de la vérification de l'atteinte de l'objectif visé.

## **ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2025 et est conclue pour une durée de deux ans (2025-2026).

Ses engagements, adaptés le cas échéant, pourront être reconduits à son terme, soit dans le cadre d'une nouvelle convention entre les parties, soit dans le cadre plus large de la nouvelle convention intercommunale d'attribution de Montpellier Méditerranée Métropole.

## **ARTICLE 5 : PILOTAGE ET ÉVALUATION DE LA CONVENTION**

Le suivi de l'exécution de la présente convention, et en particulier de l'atteinte des objectifs et du bon respect de l'organisation mise en place, feront l'objet d'une évaluation annuelle et au terme de la convention.

Les signataires se rencontreront au moins une fois par an et au terme de la convention pour rechercher des réponses en cas de difficultés et tirer les enseignements utiles du dispositif.

## **ARTICLE 6 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par les autres parties, sans préjudice de tous autres droits qu'elles pourraient faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

## **ARTICLE 7 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Montpellier, après la recherche d'une solution amiable.

Fait à Montpellier, le ...

Le Maire de Montpellier  
Michaël DELAFOSSE

Pour le Centre Communal  
d'Action Sociale  
Le Vice-Président,  
Michel CALVO

Le Préfet de l'Hérault,  
François-Xavier LAUCH